

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE ARDENNE

REIMS, le 25 mars 2008

Groupe de Subdivisions de la Marne
10 Rue Clément Ader – BP 177 – 51685 REIMS cedex 2

Subdivision risques chroniques
☎ 03 26 77 33 51 ✉ 03 26 97 81 30
Affaire suivie par Nicolas INCARNATO
Mel : nicolas.incarnato@industrie.gouv.fr

Nos réf. : NI/PM SMi- n° DI i 2008- 441/APN

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société REMIVAL à REIMS.

Réf. : Transmission du 28 février 2008 de Monsieur le Préfet de la Marne.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Par transmission du 28 février 2008, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le registre d'enquête publique concernant la demande présentée par la société REMIVAL en vue d'obtenir l'autorisation de la mise en place d'un broyeur à encombrants, sur son site de REIMS.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom :	REMIVAL
Lieu :	REIMS
Activité :	Incinération des déchets ménagers et assimilés de Reims-Métropole
Code NAF :	900B
Numéro SIRET :	348 678 970 000 24
Téléphone :	03 26 85 56 70
Télécopie :	03 26 85 47 60

Adresse postale

Adresse :	Chemin du Moulin de Vrilly 51689 REIMS Cedex 2
-----------	---------------------------------------------------

DRIRE certifiée pour les activités d'inspection des installations classées, du développement industriel et des contrôles techniques



Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Personne à contacter :

Nom : directeur de l'unité
Téléphone : 03 26 85 56 70

Renseignements généraux

Effectif : 22 personnes (23 personnes après l'installation du broyeur)
Chiffre d'affaires : 7,5 M€ (pour VEOLIA Propreté, maison mère, en 2006)
Nature et quantité
des matières utilisées : déchets ménagers
Production : incinération de 104 000 tonnes de déchets par an

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 - Description sommaire

La société REMIVAL a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés par arrêté préfectoral 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004. L'exploitation a été initialement autorisée par arrêté préfectoral 87-A-22 du 31 juillet 1987.

Actuellement, les encombrants issus des déchèteries et des bennes de rues sont destinés à l'enfouissement. La société REMIVAL est déjà autorisée à incinérer les encombrants, mais souhaite se doter d'un broyeur afin de réduire leur taille et faciliter leur introduction dans l'incinérateur.

Ce broyeur, d'une puissance de 264 kW possède une trémie de chargement de 4 m³. Son niveau sonore à 1 mètre est de 95 dB (A).

La mise en place du broyeur n'entraîne pas d'augmentation de la quantité de déchets à traiter et ne nécessite pas de construction supplémentaire. Il sera installé à l'intérieur du bâtiment existant. Les camions chargés d'encombrants suivront le même parcours que les déchets ménagers. Ils déverseront leur chargement en fosse au niveau du quai réservé à cet effet. Le pontier acheminera ces déchets vers la trémie du broyeur visible par une caméra de vidéosurveillance. Une fois broyés, les déchets retomberont dans la fosse avec les ordures ménagères avant d'être chargés dans les trémies des fours pour l'incinération.

Par ailleurs, l'instruction de la demande a mis en évidence le stockage et l'utilisation d'acide et de soude par la société REMIVAL. Ces produits ont été utilisés dès l'origine dans le process de traitement d'eau de chaudière, mais ne sont pas mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les capacités de stockage (5,6 tonnes d'acide et 7,6 tonnes de soude) restent inférieures aux seuils de classement au titre de la législation sur les installations classées.

2.2 - Classement des installations et situation administrative

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

	<i>Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Quantité /unité</i>	<i>coef. TGAP</i>	<i>RA (km)</i>
(d)	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains traitement : broyage.	322-B.1	A	1 broyeur de 264 kW	1	1
(b)	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains traitement : incinération.	322-B.4	A	13 tonnes/heure 104 000 tonnes/an de déchets ménagers et assimilés	1	2

(b)	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques : emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	1450-2.a	A	8 tonnes	4	1
(b)	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	2515-2	D	52 kW	-	-
(b)	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	2920-2.b	D	150 kW	-	-
(b)	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	1432	NC	Réservoir enterré de 20 m ³ de FOD, soit une capacité de 0,8 m ³	-	-
(*)	Emploi ou stockage de : Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 %, acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, acide picrique à moins de 70 %, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 %, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparation à base d'acide acétique et d'anhydride acétique ; La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes.	1611	NC	Quantité totale d'acide stocké : 5,6 t	-	-
(*)	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes.	1630.B	NC	Quantité totale de lessive de soude : 7,6 t	-	-

AS : autorisation avec servitudes d'utilité publique A-SB : autorisation - seuil bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A : Autorisation D : Déclaration NC : Non Classable

Coef. TGAP : coefficient multiplicateur de la taxe générale sur les activités polluantes

RA : rayon d'affichage

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) installations dont l'exploitation a déjà été autorisée (et/ou déclarée)
- (c) installations exploitées sans l'autorisation (et/ou la déclaration) requise
- (d) installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) installations dont l'exploitation a cessé.

La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

Les installations, non classées, repérées (*) ont toujours été exploitées, mais elle ne figuraient pas dans l'arrêté préfectoral initial.

III – SYNTHÈSE DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son projet.

3.1 – Etude d'impact

Impact visuel :

Le broyeur sera installé à l'intérieur du bâtiment existant. Il ne nécessite aucun agrandissement ou modification des bâtiments actuels.

Eau (consommées et rejetées) :

Les eaux issues des toitures et des voiries sont rejetées au réseau communal après passage par un débourbeur/séparateur. Les eaux vannes sont rejetées au réseau d'assainissement de la zone. Les eaux industrielles sont quant à elles gérées en circuit fermé (recyclage). L'établissement dispose d'un bassin de décantation.

L'installation du broyeur ne modifiera pas la qualité des rejets.

Sols et eaux souterraines :

Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol sont associés à des systèmes de rétention. Le broyeur sera installé dans la centrale hydraulique équipée elle-même d'une rétention. Par ailleurs, l'ensemble du site peut être complètement isolé en cas de pollution accidentelle.

Air et odeurs :

Les rejets à l'atmosphère proviennent des cheminées des fours d'incinération, des compresseurs d'air et du trafic des véhicules et engins de manutention. Les flux et concentrations rejetés tiennent compte de l'incinération des encombrants. L'utilisation du broyeur n'augmentera pas la quantité et la nature des déchets à traiter, ni les temps de fonctionnement. La nature des émissions et les flux et concentrations ne seront donc pas modifiés par rapport à la situation actuelle.

Afin d'éviter toute nuisance olfactive, la fosse est maintenue en dépression lors du fonctionnement des fours et l'air aspiré est réutilisé comme air de combustion pour en détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions se fait dans l'enceinte du bâtiment. Les encombrants seront déchargés en fosse étanche dès leur arrivée.

L'utilisation du broyeur n'aura aucun impact sur les rejets atmosphériques actuels et ne générera pas d'odeurs supplémentaires.

Bruit et vibrations :

Des mesures des niveaux sonores ont été réalisées en juillet et août 2006, en limite de propriété. Les niveaux sonores relevés sont inférieurs de 1 à 2 dB(A) aux valeurs autorisées par l'arrêté préfectoral actuel. L'établissement étant situé en zone d'activité et à proximité immédiate d'une autoroute, les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété et en zone d'émergence réglementée sont très élevés. L'impact sonore lié au fonctionnement du broyeur n'engendrera pas de nuisance supplémentaire.

La Société REMIVAL s'engage à réaliser des mesures de bruit dans les trois mois qui suivront la mise en place du broyeur.

Les principales sources de vibrations proviennent du compresseur d'air, des différentes trémies et convoyeurs et du broyeur. Les vibrations resteront limitées à l'environnement immédiat de l'équipement, à l'intérieur du bâtiment.

Déchets :

Les différents déchets issus de l'activité de l'établissement sont traités soit en interne, soit par des filières dûment autorisées. Le seul déchet généré par le broyeur sera l'huile hydraulique. Elle sera récupérée et valorisée par traitement physico-chimique par la société Valrecoise (60).

Trafic :

Il est actuellement de l'ordre de 55 camions par jour. L'utilisation du broyeur entraînera la circulation de 7 camions supplémentaires par jour. Ce nouveau trafic restera semblable au trafic constaté avant la mise en place des collectes sélectives sur l'agglomération de Reims-Métropole.

Faune et flore :

Le site est en activité depuis 1989 (arrêté préfectoral de 1987). Il est implanté en zone d'activités industrielles, à proximité de voies routières très fréquentées. L'installation du broyeur n'engendrera pas d'effet supplémentaire sur le milieu naturel.

Effets sur la santé :

Les eaux industrielles sont recyclées en interne. Les effluents atmosphériques de la cheminée des fours ont fait l'objet d'un programme de surveillance en octobre et novembre 2006, qui conclut que les niveaux mesurés en dioxines et métaux lourds, sur les sites à proximité de REMIVAL sont conformes à ce que l'on peut attendre dans un milieu non impacté par une source fixe locale. Les odeurs sont confinées dans le hall de déchargement, maintenu en dépression et utilisées dans l'air de combustion. Les déchets produits sont en majorité inertes. Les déchets souillés sont stockés à l'abri de la pluie et sur rétention. L'utilisation du broyeur n'engendrera pas d'effet supplémentaire sur la santé.

Remise en état :

En cas de cessation d'activité, il est retenu un usage futur du terrain de type industriel. L'exploitant prévoit l'évacuation et l'élimination des déchets dans des installations dûment autorisées. Les canalisations et le bassin de décantation feront l'objet d'un nettoyage. La cessation d'activité fera l'objet d'un mémoire soumis à l'approbation du préfet. La société procèdera à un diagnostic de la qualité des sols restitués et, le cas échéant, enlèvera toute pollution complémentaire. Un programme de surveillance pourra être soumis à l'approbation de l'administration.

3.2 – Etude de dangers

L'ensemble des risques liés au process existant a été développé dans l'étude des dangers initiale. Cette étude a fait l'objet de l'arrêté préfectoral actuellement en vigueur sur le site. La mise en place du broyeur ne modifiant pas le procédé d'incinération, l'étude des dangers présentée ne concerne que le broyeur

Intérêts à protéger :

Les habitations les plus proches sont situées à environ 425 m au Sud du site ; les établissements recevant du public à environ 200 m. Le canal de l'Aisne à la Marne est situé à 200 m. Le forage présent sur le site dispose d'un dispositif de capotage permettant de le préserver de toute pollution éventuelle. L'établissement est entouré de voies de communication routières. Aucune zone de protection de la nature, ou monument historique n'est recensé dans l'environnement immédiat de l'établissement REMIVAL.

Conséquences des phénomènes dangereux retenus sur le tiers et l'environnement :

L'approvisionnement des déchets dans le broyeur ne présente pas de risque spécifique. Il s'agit d'opérations de manutention réalisées par un grappin. Les risques retenus sont la fuite d'huile hydraulique, l'incendie, l'explosion. Compte tenu des données accidentologiques et des mesures de prévention et protection retenues, les activités de broyage telles que prévues ne sont pas susceptibles de générer de danger à l'extérieur de l'établissement.

Moyens de prévention contre l'incendie :

Le personnel de REMIVAL assure une surveillance des installations et peut intervenir sur tout début de sinistre. Chaque entrée du site est placée sous vidéosurveillance.

Moyens de protection contre l'incendie :

Le hall de la fosse à déchets est séparé du hall four et des locaux administratifs par une paroi coupe feu 2 heures et des portes coupe feu 1 heure. Les locaux administratifs sont séparés des locaux techniques par des parois coupe feu de degré 2 heures. Le vitrage de séparation de la salle de commande et de la fosse à déchets est protégé par une rampe de pulvérisation d'eau sur sa face extérieure. La structure du bâtiment au niveau de broyeur est constituée d'un bardage simple peau atténuant de 15 à 25 % la hauteur de flamme en cas d'incendie.

Tous les éléments de construction des ateliers sont réalisés en matériaux incombustibles. Les matériaux de la toiture ne sont pas susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique.

Des extincteurs adaptés aux installations sont répartis dans l'enceinte de l'établissement. Des RIA normalisés sont placés de sorte à pouvoir assurer la protection de la fosse de réception des déchets et des fours. La fosse à déchets et la trémie d'alimentation des fours sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique à eau additivée. Le broyeur est quant à lui équipé d'un dispositif de détection incendie au niveau de la centrale hydraulique. L'établissement dispose d'un poteau incendie d'un débit de 60 m³/h et d'une réserve de 100 m³ équipée d'un raccord pompiers normalisé.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de REIMS du 7 janvier au 7 février 2008.

Observations recueillies au cours de l'enquête publique :

Aucune remarque n'a été portée au registre d'enquête publique.

Mémoire en réponse de l'exploitant :

L'exploitant a été informé par le commissaire enquêteur le 7 février 2008, de l'absence de remarque sur le registre.

Rapport du commissaire enquêteur :

Compte tenu des documents mis à disposition et dans la mesure où le pétitionnaire se conforme à la législation en vigueur pour la mise en place et le suivi du projet ainsi qu'il s'y engage (mesures de bruit envisagées à court terme, surveillance des rejets et mise en conformité dans les délais impartis), le commissaire enquêteur donne un avis favorable à la demande de mise en place d'un broyeur à encombrants au sein de l'unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la ville de Reims par la Société REMIVAL.

B – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Par délibération du 30 janvier 2008, le conseil municipal de CORMONTREUIL émet un avis favorable au projet de mise en place d'un broyeur à encombrants par la société REMIVAL – ZI Les Essillards à REIMS.

Par délibération du 28 janvier 2008, le conseil municipal de REIMS décide d'émettre un avis favorable à l'autorisation sollicitée par la société REMIVAL.

Les communes de CERNAY les REIMS, St LEONARD et TAISSY n'ont pas fait connaître leur avis sur le projet de la société REMIVAL.

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Direction départementale de l'équipement

Par lettre en date du 28 janvier 2008, le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

« Ce dossier a été examiné vis-à-vis des documents d'urbanisme en vigueur, mais sans suite à donner pour les raisons suivantes :

- la mise en place du broyeur n'entraînera pas de modification de la capacité d'incinération ;*
- si le broyage n'avait pas été initialement prévu, l'incinération des encombrants est déjà autorisée par l'arrêté préfectoral du site actuellement en vigueur ;*
- le broyeur sera implanté à l'intérieur du bâtiment existant et ne nécessite aucun agrandissement ou modification du bâtiment. L'installation du broyeur ne sera donc pas visible de l'extérieur et l'équipement n'aura donc aucun impact visuel ;*

- le projet n'entraînera pas de consommation supplémentaire d'eau. Il ne modifiera pas non plus les différents rejets, tant en quantité qu'en qualité ;
- le projet n'induera pas de stockage supplémentaire ;
- enfin, le projet d'implantation d'un broyeur n'induera pas de nuisances significatives ; bruit, odeur, déchets, trafic.

Au titre de l'occupation des sols, le projet ne demande aucune autorisation (comme déjà écrit, le broyeur sera installé dans un bâtiment existant).

Nonobstant ce qui précède, une précision s'impose quant au document d'urbanisme cité en page 32 du « dossier de demande d'autorisation d'exploiter », à savoir Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville de Reims.

Le site de la société REMIVAL étant situé en Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) « Les Essillards 1 », c'est le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z.) qui tient lieu de document d'urbanisme pour l'établissement des droits du sol (document approuvé en date du 22 janvier 2001).

Le site de la société REMIVAL est situé en zone ZC au P.A.Z. en vigueur. Cette zone ZC a pour vocation d'accueillir, en priorité, une usine d'incinération des ordures ménagères. Le site REMIVAL est donc bien conforme avec le zonage et le règlement du P.A.Z. de la Z.A.C. des Essillards 1. (Il convient de ne pas faire référence au P.L.U. de la ville de Reims). »

2) Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Par lettre en date du 6 février 2008, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt émet les remarques suivantes :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que ce projet n'appelle de ma part aucune observation particulière. »

3) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 29 janvier 2008, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que :

« la réalisation de ce projet n'appelle pas d'objection de ma part. »

4) Direction départementale des services d'incendie et de secours

Par lettre en date du 11 janvier 2008, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

« REMARQUES

1- Desserte – Accessibilité

Respecter les dispositions suivantes pour la desserte des façades :

a) Voie engins (voie utilisable par les engins de secours) :

- Largeur : 3 m, bandes réservées au stationnement exclues.
- Force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum).
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m².
- Rayon intérieur minimum : 11 m.
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m (S et R, surlargeur et rayon intérieur étant exprimés en mètres).
- Hauteur libre : 3,50 m
- Pente inférieure à 15 %.

b) Voie échelles (bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres) :

La « voie échelles » est une partie de la « voie engins » dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit :

- Longueur minimale est de 10 m.
- Largeur, bandes réservées au stationnement exclues, portée à 4 m.

- *Pente minimum ramenée à 10 %.*
- *Résistance au poinçonnement fixée à 80 N/cm² sur une surface circulaire de 0,20 m².*
- *Si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours (voie engins).*

PROPOSITION

L'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense extérieure contre l'incendie.

Sous réserve que les remarques ci-dessus référencées soient appliquées, j'émet un avis favorable au projet d'autorisation d'exploiter. »

5) Direction régionale de l'environnement

Par lettre en date du 7 janvier 2008, le Directeur régional de l'environnement nous fait savoir que :

« Ce dossier n'appelle pas de remarque de ma part. »

6) Direction départementale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne

Par lettre en date du 14 février 2008, le Directeur départemental du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne porte à notre connaissance que :

« Je vous informe que la demande citée en objet appelle de ma part les observations suivantes :

1) Mise en place du broyeur

Un broyeur à encombrants constitue un équipement de travail pour lequel il conviendra de se procurer la notice d'utilisation.

Le chef d'établissement devra informer de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en œuvre ou de la maintenance du broyeur (article R 233-2 du Code du travail) ;

- a) des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail ;*
- b) des instructions ou consignes les concernant ;*
- c) de la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles ;*
- d) des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.*

Les salariés chargés de la mise en œuvre de cet équipement devront être formés à son utilisation (article R 233-3 du Code du travail).

Aucun poste de travail permanent ne devra être situé dans la zone de projection d'éléments dangereux du broyeur.

Par ailleurs, il conviendra pour ce type de machine de respecter les consignes décrites dans la recommandation R 177 jointe en annexe.

2) Bruit

Il conviendra également, dans le cadre de l'article R 231-128 du Code du travail, de vérifier l'impact de la mise en place d'un tel équipement sur le niveau sonore du site où sera installé le broyeur. Dans la mesure du possible, le bruit de cet équipement devra être réduit ou ses effets limités en application de l'article R 231-130 du Code du travail ci-après énoncé :

« I. – L'employeur prend des mesures de prévention visant à supprimer ou à réduire au minimum les risques résultant de l'exposition au bruit, en tenant compte du progrès technique et de la disponibilité de mesures de maîtrise du risque à la source.

La réduction de ces risques se fonde sur les principes généraux de prévention mentionnés au II de l'article L. 230-2 et prend en considération, notamment :

- 1) La mise en œuvre d'autres procédés de travail ne nécessitant pas d'exposition au bruit ou nécessitant une exposition moindre ;*
- 2) Le choix d'équipements de travail appropriés émettant, compte tenu du travail à effectuer, le moins de bruit possible ;*
- 3) Dans le cas d'équipements de travail utilisés à l'extérieur des bâtiments, la possibilité de mettre à la disposition des travailleurs des matériels conformes aux dispositions prises en application du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 ;*
- 4) La modification de la conception et de l'agencement des lieux et postes de travail ;*
- 5) L'information et la formation adéquates des travailleurs afin qu'ils utilisent correctement les équipements de travail en vue de réduire au minimum leur exposition au bruit ;*
- 6) Des moyens techniques pour réduire le bruit aérien en agissant sur son émission, sa propagation, sa réflexion, tels que réduction à la source, écrans, capotages, correction acoustique du local ;*

- 7) Des moyens techniques pour réduire le bruit de structure, par exemple par l'amortissement ou par l'isolation ;
- 8) Des programmes appropriés de maintenance des équipements de travail et du lieu de travail ;
- 9) La réduction de l'exposition au bruit par une meilleure organisation du travail, en limitant la durée et l'intensité de l'exposition et en organisant convenablement les horaires de travail, prévoyant notamment des périodes de repos.
- 10) La réduction de l'exposition au bruit par une meilleure organisation du travail, en limitant la durée et l'intensité de l'exposition et en organisant convenablement les horaires de travail prévoyant notamment des périodes de repos.

II. – Sur la base de l'évaluation des risques mentionnée à l'article R. 231-128, lorsque les valeurs d'exposition supérieures définies au 2° du I de l'article R. 231-27 sont dépassées, l'employeur établit et met en œuvre un programme de mesures techniques ou d'organisation du travail visant à réduire l'exposition au bruit en prenant en considération, notamment les mesures visées au paragraphe I.

III. – Sur la base de l'évaluation des risques mentionnée à l'article R. 231-128, les lieux de travail où les travailleurs sont susceptibles d'être exposés à un bruit dépassant les valeurs d'exposition supérieures définies au 2° du I de l'articles R. 231-127 font l'objet d'une signalisation appropriée. Ces lieux sont, en outre, délimités et font l'objet d'une limitation d'accès lorsque cela est techniquement faisable et que le risque d'exposition le justifie.

IV. – Lorsque la nature de l'activité conduit à faire bénéficier les travailleurs de l'usage de locaux de repos placés sous la responsabilité de l'employeur, le bruit dans ces locaux est réduit à un niveau compatible avec leur fonction et leurs conditions d'utilisation.

V. – L'employeur adapte, en liaison avec le médecin du travail, les mesures prévues au présent article aux besoins des travailleurs particulièrement sensibles à ce risque. »

7) Direction régionale des affaires culturelles

Par lettre en date du 7 février 2008, le Directeur régional des affaires culturelles (service régional archéologie) formule les observations suivantes :

« J'ai l'honneur de n'assortir cette demande d'installations classées d'aucune prescription archéologique. Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L. 531-14 du Code du patrimoine. »

8) Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Ce service n'a pas émis d'avis sur la demande de la société REMIVAL.

9) Mission inter service de l'eau

La mission inter service de l'eau n'a pas émis d'avis sur le dossier qui lui a été transmis.

10) Sous Préfecture de Reims

Par lettre du 18 février 2008, M. le sous préfet de Reims précise que l'installation du broyeur, qui permettra après réduction de leur volume une incinération de ces déchets, s'inscrit dans le cadre de la politique de développement durable de la société REMIVAL et se révèle parfaitement cohérent avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, dont l'objectif est de réserver la technique de l'enfouissement aux seuls déchets ultimes.

Ces précisions rappelées, il n'a aucune observation particulière à formuler sur le projet déposé par la société REMIVAL et émet un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée.

D – REPONSE DE L'EXPLOITANT

Par lettres en date des 28 et 29 février 2008, nous avons communiqué à la société REMIVAL les avis des services administratifs concernés.

Elle nous a répondu le 4 mars 2008 que les voies utilisables par les engins de secours ont toutes une largeur de 4 m minimum. Les rayons intérieurs sont supérieurs à 11 m et les pentes inférieures à 10 %. Les voies sont constituées de chaussées lourdes donc largement dimensionnées pour des véhicules lourds. Elles sont empruntées quotidiennement par des semi-remorques et à plusieurs reprises depuis l'origine de l'usine par des véhicules de types grues autoportées.

L'exploitant nous informe que pour ce qui concerne la mise en place du broyeur, une information préalable a été faite au CHSCT, lequel a rendu un avis favorable lors de sa réunion extraordinaire du 21 février 2008. Il sera mis en place des instructions d'utilisation du broyeur et des fiches méthodes pour les situations d'urgence. La formation des opérateurs sera effectuée avant sa mise en service. Un plan de maintenance comportant les opérations à faire en interne ainsi que les opérations sous-traitées sera étudié et mis en place. Les équipements de sécurité adéquats seront mis à disposition, notamment en ce qui concerne le bruit et des affiches indiquant les dangers potentiels seront installées. Aucun poste de travail permanent ne se situera à côté du broyeur. Les recommandations R177 concernant la prévention des accidents lors de l'utilisation de ce type de matériel seront respectées avec par exemple l'encloisonnement du broyeur, un système de consignation pour les interventions de maintenance ou la mise en place d'un dispositif lumineux pendant les phases de fonctionnement.

V – AVIS DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lors de la réunion du 21 février 2008, les membres du CHSCT VALEST donnent un avis favorable à ce projet sous réserve de la prise en compte des points suivants :

- possibilité de condamner l'accès du pont à la trémie pendant les phases de maintenance
- dispositif de détection incendie à prévoir
- vérifier la présence de clé de consignation pour effectuer la maintenance en sécurité
- mettre en place une signalisation visuelle ou auditive pendant les phases de fonctionnement ou démarrage.

VI – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

VI.1 – Analyse de l'inspection des installations classées

Actuellement, les encombrants issus des déchèteries et des bennes de rues sont destinés à l'enfouissement. La société REMIVAL est déjà autorisée à incinérer les encombrants, mais souhaite se doter d'un broyeur afin de réduire la taille de ces encombrants et faciliter leur introduction dans l'incinérateur. La mise en place du broyeur n'entraîne pas d'augmentation de la quantité de déchets autorisée à être traitée et ne nécessite pas de construction supplémentaire. Le broyeur sera installé à l'intérieur du bâtiment existant.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique du Ministère en charge de l'environnement dont les orientations à prendre en compte sont reprises dans la circulaire du 25 avril 2007, relative aux plans de gestion des déchets ménagers. Il est par ailleurs cohérent avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, prévoyant de réserver la technique de l'enfouissement aux seuls déchets ultimes.

Le trafic routier vers le site REMIVAL est actuellement de l'ordre de 55 camions par jour. L'utilisation du broyeur entraînera la circulation de 7 camions supplémentaires par jour. Cependant, le trafic restera semblable au trafic constaté avant la mise en place des collectes sélectives sur l'agglomération de Reims-Métropole. Le trajet depuis les lieux de collecte sera réduit par rapport au transport des encombrants vers les centres d'enfouissement.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1987 comprennent les remarques des services administratifs, notamment en ce qui concerne la protection des travailleurs, les voies de circulation pour l'intervention des services d'incendie et de secours et le bruit. Le broyeur est équipé d'un dispositif de détection incendie au niveau de la centrale hydraulique. L'exploitant s'est par ailleurs engagé à effectuer des mesures de bruit dans les trois mois qui suivront la mise en service du broyeur. Ces mesures sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les réserves émises par le CHSCT VALEST et la direction départementale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne seront rappelées à l'exploitant lors de l'envoi de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, l’instruction de la demande a révélé le stockage et l’utilisation d’acide et de soude par la société REMIVAL. Ces activités sont exploitées depuis l’origine dans le process de traitement d’eau de chaudière, mais ne sont pas mentionnés dans l’arrêté préfectoral d’autorisation car les capacités de stockage (5,6 tonnes d’acide et 7,6 tonnes de soude) restent inférieures aux seuils de classement au titre de la législation sur les installations classées. Néanmoins, compte tenu des pratiques actuelles, nous proposons d’inscrire ces deux rubriques, qui sont des activités non classées, dans le tableau de la nomenclature des installations classées. Les conditions de réception, expédition et stockage et les règles d’exploitation de ces matières dangereuses sont reprises dans l’arrêté préfectoral d’autorisation du 31 juillet 1987 (article 7.7 et 7.8).

VI.2 – Propositions de l’inspection des installations classées

Consulté sur le projet d’arrêté préfectoral le 14 mars 2008 l’exploitant a fait part de ses observations lors de l’inspection de Remival le 21 mars 2008.


L’exploitant propose de préciser dans l’article 4 du projet d’arrêt préfectoral complémentaire que les mesures de bruit seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation, dans les trois mois qui suivront la mise en service du broyeur et non sa mise en place.

L’inspection a repris cette observation dans le projet d’arrêté préfectoral.

VII – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d’arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques d’émettre un avis favorable à la demande présentée par la société REMIVAL.

En outre, nous proposons à Monsieur le préfet d’accompagner la notification de l’arrêté préfectoral complémentaire à l’exploitant d’un rappel des réserves émises par le CHSCT VALEST et la direction départementale du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle de la Marne.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L’inspecteur des installations classées  Nicolas INCARNATO	L’inspecteur des installations classées signé Jennifer BOURGEOIS	P/ Pour la Directrice par interim et par délégation la chef du service régional de l’environnement industriel signé Jeanne FOUCAULT